

BALKANS OCCIDENTAUX Alors que le Kosovo est rappelé aux urnes demain, la paix reste précaire dans les Balkans. Pour l'écrivain albanais Ismail Kadaré, l'Europe est le seul horizon de la région.

«Le racisme est toujours à l'œuvre»

PROPOS RECUEILLIS PAR

PASCAL BAERISWYL

Depuis trente ans, la rumeur lui promet le Prix Nobel. A 74 ans, Ismail Kadaré possède l'une des œuvres les plus importantes de la littérature contemporaine. Ecrivain au destin unique – il n'a jamais cessé de travailler, même sous la dictature d'Enver Hoxha – il n'aime guère parler de... politique, lui préférant de loin l'Histoire. Mais les Balkans restent au cœur de sa réflexion et de ses inquiétudes. Ceci alors même que le Kosovo indépendant connaît sa première grande crise et retourne aux urnes, demain, pour des élections législatives anticipées. L'écrivain albanais était récemment l'invité de l'Université de Fribourg. Entretien.

Quinze ans après les accords de Dayton, qui ont mis un terme aux guerres en Bosnie, la région des Balkans occidentaux est-elle définitivement apaisée?

Ismail Kadaré: Non, les problèmes ne sont pas résolus. Des conflits sont toujours possibles. Entre la Serbie et le Kosovo, il subsiste toujours des vestiges, parfois dangereux, du passé. Le contexte qui a créé la guerre n'a pas disparu. Il faut d'abord comprendre les racines des conflits. Dans les Balkans, des gens connus, écrivains, académiciens, ont prôné des doctrines fondées sur une idéologie du crime. Ils sont toujours là, eux ou leurs disciples. Ils sont toujours actifs car ils n'ont jamais été condamnés. Par chance, si les peuples balkaniques ont plein de défauts, ils sont néanmoins raisonnables.

Vous parlez de racisme: est-il toujours aussi fort dans la région?

Le racisme qui règne dans une partie des Balkans est incroyable. Cela remonte au temps de la Yougoslavie royaliste. Un racisme qui rivalise avec celui de l'époque nazie. Il est aussi cruel et absurde: il a fini par donner ses fruits (guerres dans l'ex-Yougoslavie des années 90, ndlr). Cette forme de psychopathie, parfois populaire, est encore bien présente. Certaines personnes l'alimentent de façon presque ouverte, un peu partout.

L'indépendance du Kosovo (2008), toujours contestée par la Serbie, constitue-t-elle un point de non-retour historique?

Oui. Il est plus facile d'imaginer l'apocalypse que le retour du Kosovo dans la Serbie! C'est vrai, mais cela ne suffit pas. Le rêve serbe de réintégrer le Ko-



Les Kosovars se rendent demain aux urnes pour des législatives anticipées. Le premier scrutin de ce type depuis l'indépendance constituera un test de maturité politique pour leur pays. KEYSTONE

sovo restera un rêve pour toujours. Pour le bien des Balkans, pour la Serbie aussi, il faut s'attacher à apaiser les choses en profondeur. Il faut aider les peuples à oublier leurs fantasmes du passé.



«Ce serait un plaisir de voir mes livres diffusés en Serbie»

ISMAIL KADARÉ

Pour améliorer les relations, il faut des échanges entre les peuples. En tant qu'écrivain êtes-vous invité à vous exprimer dans ces pays?

J'ai été invité au Kosovo, en Croatie ou Slovaquie, mais pas en Serbie. Je n'ai jamais refusé d'y aller. Il y a 20 ou 30 ans, certains de mes livres y étaient diffusés, mais depuis plus

rien. Ce serait un plaisir de voir mes livres diffusés en Serbie.

L'Albanie a déposé une demande d'adhésion à l'Union européenne. A quelle échéance pourrait-elle y adhérer selon vous?

Je pense que cela ira plus vite qu'on le dit dans les médias où l'on parle parfois de 8 ou 10 ans. Certains pays européens ont des hésitations vis-à-vis de l'Albanie, mais je ne suis pas pessimiste...

En 2008, lors de l'indépendance du Kosovo, certains ont prophétisé un rattachement à terme du Kosovo à l'Albanie. Était-ce une pure vue de l'esprit?

Oui, il n'y a aucun risque, aucun danger. Aucune organisation n'est active dans ce sens. Mais on ne peut jamais empêcher une sorte de «fantasme populaire». A l'image de la réunification allemande, cer-

taines organisations, culturelles notamment, imaginent les Albanais réunis un jour dans un espace étatique. Ce n'est pas un péché d'y penser, mais il n'y a pas de grande force politique, ni de programme, allant dans ce sens, et cela ni en Albanie, ni au Kosovo (ndlr: certains radicaux du mouvement kosovar Vetëvendosje sont pour l'unification des Albanais).

Comment se détacher du poids du passé dans les Balkans?

Les peuples ont le droit d'évoquer certains événements, même si je suis d'accord avec l'idée selon laquelle le secret de la réussite d'un peuple allant vers le progrès réside entre ce qu'il oublie et ce qu'il veut garder. C'est une vérité universelle: il faut tourner la page d'une façon graduelle et avec les mêmes critères pour tout le monde... I

UN TEST MAJEUR POUR LE KOSOVO

Les législatives anticipées de demain, au Kosovo, représentent une étape cruciale pour le plus jeune Etat de la planète. Ces élections doivent permettre de résoudre la crise qui secoue cette petite république de 1,8 mio d'habitants, âgée de moins de trois ans. Malgré ou du fait de ce jeune âge, les tensions n'ont jamais cessé entre les deux piliers de la coalition, qui a éclaté le 16 octobre dernier. Face à face: la LDK (Ligue démocratique du Kosovo), formation de feu le président Ibrahim Rugova, et le PDK (Parti démocratique du Kosovo), dirigé par le premier ministre Hashim Thaci, sont à nouveau au coude-à-coude dans les sondages. Nouveau leader de la LDK, Isa Mustafa, maire de Pristina, a annoncé qu'il ne voulait pas repartir dans une nouvelle coalition.

Mais les deux grands partis de l'indépendance sont aussi tenaillés par l'opposition de l'Alliance pour le Kosovo (dont le chef Ramush Haradinaj est détenu à La Haye pour crimes de guerre) et surtout par la poussée du Mouvement national pour l'autodétermination d'Albin Kurti. Très populaire, ce dernier surfe sur le rejet de la présence internationale (pourtant indispensable) au Kosovo. Alors que se dessinent des négociations directes entre Belgrade et Pristina (après la formation d'un nouveau gouvernement), une percée du mouvement de Kurti mettrait dans l'impasse ce dossier clé pour l'avenir de la région.

Sur un plan intérieur, les élections de demain représentent de gros enjeux. En particulier, la question des privatisations en cours, qui s'effectuent sur fond d'accusations de clientélisme et de corruption. Un climat particulièrement malsain pour la reprise des investissements internationaux que le Kosovo attend toujours, depuis plus de dix ans, après la guerre avec la Serbie. En ce sens, ces législatives constituent un test majeur sur le plan de la maturité politique et de la coexistence pacifique dans les Balkans. Reste à savoir quelle coalition, et avec quels objectifs, ressortira des urnes...

Enfin, la Suisse, forte de son imposante diaspora kosovare, suivra de près le scrutin. D'autant plus que le riche entrepreneur Behgjet Pacolli, domicilié au Tessin, se présente. Leader de l'Alliance pour un nouveau Kosovo, on lui prête des ambitions présidentielles, suite à la démission de Fatmir Sejdiu en septembre dernier. PAB